

Appel aux peuples d'outre-mer
Saisissons nous des élections législatives,
contre le fascisme et pour la paix



Observatoire Terre-Monde,
Centre d'étude des écologies politiques des Outre-mer français
et de leurs proches régions

Peuples d'outre-mer,

Le dimanche 09 juin 2024, **le président de la République annonçait la dissolution de l'Assemblée nationale**, suite à la défaite de son parti Renaissance aux élections européennes face au **Rassemblement National (RN)**. En conséquence, nous sommes appelé-es à **voter de nouveau le 30 juin et le 7 juillet** pour élire les député-es qui nous y représenteront. Le danger d'une majorité RN n'a jamais été si proche : dans tous nos territoires, il s'est positionné en tête ou deuxième des suffrages en début de mois. C'est un risque historique pour la France : un-e premier-ère ministre, un gouvernement et une assemblée d'extrême droite va faire **basculer la France vers plus de répression, de xénophobie, de racisme, de misère sociale et de désastres écologiques**.

Des formules telles que "Le RN, on n'a jamais essayé" ou encore "le RN a changé, ce n'est plus le FN de Jean-Marie Le Pen" se sont malheureusement banalisées dans les esprits de nombre de nos concitoyen-nes. Ne nous laissons pas tromper ! **Leurs député-es ont voté au parlement européen contre la condamnation de toute forme de racisme et la reconnaissance de l'esclavage comme un crime contre l'humanité**.

Le RN est un parti qui **met le profit avant le bien-être des personnes et de la nature**. Leurs député-es ont voté contre l'augmentation du SMIC, contre la gratuité des cantines pour les plus modestes, contre la **revalorisation des bourses étudiantes et le blocage des prix des produits de première nécessité**. Leurs député-es ont voté contre la réduction de l'usage des pesticides, contre la loi de restauration de la nature visant à protéger les espaces naturels et la biodiversité dans l'Union Européenne. Sur les neuf votes organisés au Parlement européen sur les questions de défense des LGBTQIA+ le RN a voté contre à huit reprises. **Le RN a toujours voté contre des lois qui vont dans le sens des femmes**. Il est contre la PMA pour toutes, s'est opposé à la constitutionnalisation de l'IVG et à toutes lois visant à la réduction des inégalités de genre. **Le RN est un parti colonialiste. Il a voté à l'unanimité** pour le dégel du corps électoral de la Kanaky-Nouvelle Calédonie. C'est une nouvelle atteinte à la souveraineté du peuple Kanak, électoralement de plus en plus minoritaire sur son propre territoire.

Plus de député-es d'extrême droite, c'est donc plus de violence, particulièrement envers nos communautés qu'elles soient sur nos territoires ou en hexagone. C'est réduire encore plus les libertés publiques, la liberté de la presse et les conditions de créations artistiques. C'est renforcer l'impunité des forces de gendarmerie et de police concernant les cas de violences policières bien trop nombreux dans nos territoires.

Les peuples ultramarins font face à d'immenses enjeux : la vie chère, les crises d'accès à l'eau, le chômage de masse, les inégalités sociales, l'accès aux services publics et à une alimentation saine, l'auto-détermination, la crise climatique... **Tout indique que le RN accentuera ces problèmes et le délaissement de nos territoires par l'Etat français.**

Voici la menace qui pèse sur nous et l'enjeu des prochaines élections législatives.

Toutefois, si les élections du 30 juin donnaient le RN favori il y a une semaine, elles sont désormais une réelle **opportunité de les contrer et de gagner du terrain sur nos luttes**. La mobilisation citoyenne française est en train de marquer l'histoire par une **mise en mouvement impressionnante et une union de la gauche sous la bannière du Nouveau Front Populaire (NFP)**. Cette nouvelle union nous offre l'espoir de répondre à plusieurs de nos enjeux ultramarins.

Ce nouveau mouvement s'engage dès son investiture à répondre aux urgences qui abîment la vie et la confiance du peuple français. Il propose d'en finir avec la brutalisation et la maltraitance des années Macron, d'adopter immédiatement 20 actes de rupture pour répondre aux urgences. Comme **l'abandon du processus de réforme constitutionnelle visant au dégel du corps électoral en Kanaky-Nouvelle Calédonie** et le renforcement du bouclier qualité-prix pour les ultramarin-es. Des mesures phares pour que notre quotidien change dès les premières semaines.

Les mois suivants, le NFP s'engage sur des problématiques attendues sur nos territoires :

- Prendre systématiquement en compte les Outre-mer dans chaque texte législatif.
- Créer un fonds d'indemnisation et de prévention contre les pollutions. Assurer la prise en charge médicale des victimes du chlordécone et des sargasses, investir dans la dépollution et la décontamination des sols et des eaux (chlordécone et glyphosate aux Antilles, mercure en Guyane, essais nucléaires en Polynésie...).
- Étendre l'aide médicale d'État, aligner les niveaux du RSA et du SMIC sur le reste du pays et scolariser systématiquement tous-tes les enfants.
- Réglementer les tarifs de desserte aérienne.
- Organiser un congrès général des territoires éloignés et insulaires pour établir un plan d'action partagé pour l'égalité et l'autonomie dans les Outre-mer.
- Organiser la distribution de bouteilles d'eau et plafonner le prix de l'eau partout où le service d'eau potable est défaillant et mettre en place la rénovation des canalisations.
- Lutter contre les situations de monopole dans les Outre-mer.
- Proposer un principe de faveur des ultra-marini-es sur les postes à responsabilité et favoriser le retour des fonctionnaires d'État.
- Favoriser l'enseignement des langues régionales en Outre-mer.
- Lancer un plan spécifique de rattrapage en matière de désenclavement routier et ferroviaire en Guyane.
- Améliorer les conditions d'accueil des exilé-es à Mayotte et supprimer les conditions empêchant le déplacement entre Mayotte et le reste de l'archipel.

Toutes ces propositions laissent entendre **une considération des problématiques spécifiques à nos territoires. Nous serons vigilant·es à leur application et resterons mobilisé·es pour l'avenir de nos territoires.**

Nous appelons toutes les organisations, militant.es, citoyen.nes engagé.es pour les Outre-mer à **se mobiliser pour faire élire les candidat·es du Nouveau Front Populaire** aux élections législatives du **30 juin et 07 juillet, 29 juin et 06 juillet** pour la Guadeloupe, Guyane, Martinique, Polynésie, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Si il n'y a pas de candidat·es NFP dans votre circonscription, nous appelons à élire des personnes capables d'être leurs allié·es et de barrer le RN.

Peuples d'outre-mer, nous sommes unis par notre histoire coloniale, unis par ces territoires riches de vies, de cultures et d'histoires dont nous sommes gardiens et gardiennes. Cette lutte que nous menons pour notre dignité, notre liberté et pour la paix a aujourd'hui en vue une victoire d'étape. Nous pouvons gagner !

L'Observatoire Terre-Monde,